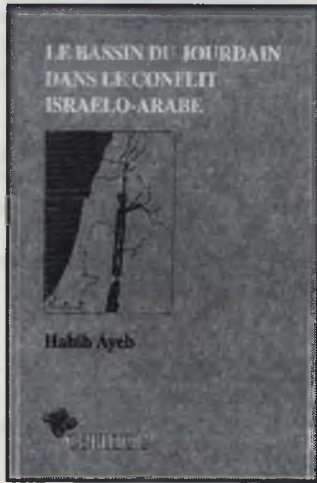


AYEB Habib. - Le bassin du Jourdain dans le conflit israélo-arabe. - Beyrouth : Centre d'Etudes et de Recherche sur le Moyen-Orient Contemporain, 1993. - 121 p.



Si, comme le rappelle en préface Jean HANNOYER, l'eau n'a pas été la cause directe des conflits qui déchirent le Proche-Orient depuis presque un demi siècle, elle en aura été au moins un des enjeux majeurs. Le signes annonciateurs d'une paix durable dans la région font de la question du bassin du Jourdain un des dossiers les plus complexes entre les mains des négociateurs que n'aide guère le relatif silence du droit international en la matière.

Le propos se veut ici plus pédagogique qu'analytique, puisqu'il cherche dans un premier temps à corriger un certain nombre de données caractérisant le cadre géographique. Celles-ci ne manquent pas, si l'on se réfère à la vingtaine de plans d'aménagement successivement proposés entre 1913 et 1964. Cependant, elles sont le plus souvent discutables et constituent, selon les termes de l'auteur, les premières armes d'une "guerre des chiffres". D'où cet indispensable retour sur l'ensemble des évaluations concernant la pluviométrie, le débit des fleuves et affluents, les réserves d'eau souterraines et la consommation des différents Etats.

Dans un deuxième temps, une "chronologie hydropolitique" retrace les nombreuses péripéties techniques, politiques et militaires qui ont jalonné l'histoire de la vallée du Jourdain depuis le premier rapport rendu en 1871 par une mission d'ingénieurs mandatés par une organisation sioniste de développement. Ressource naturelle rare, l'eau

est rapidement devenu un enjeu stratégique central avec le peuplement de plus en plus accéléré de la région. Elle se retrouve dès lors étroitement liée aux luttes politiques et militaires qui mettent face à face les Etats jordanien, syrien, libanais et égyptien d'un côté, israélien de l'autre. Ainsi en 1964, répondant à la mise en service des stations de pompage israéliennes sur le lac de Tibériade, le plan hydraulique arabe prévoyait d'intervenir sur les sources libanaises et syriennes du Jourdain. Après trois ans d'escalade et d'accrochages militaires autour des chantiers hydrauliques, la guerre éclatait en Juin 1967, donnant à Israël le contrôle quasi-absolu des ressources en eau de la région.

Cette mise au point géographique et historique est utilement complétée par un dossier de cartes en annexe, ainsi qu'une riche bibliographie présentant des sources diversifiées.

AL HACHAICHI Mohamed Ben Othman - Al-'adât wa al-takâlid al-tunisiyya (Coutumes et traditions tunisiennes). Édition établie et introduite par Al Jilani BELHAJ YAHYA. - Tunis : Cérès éditions, 1994, 432 p + bibliographie + index.



Les seize dissertations rédigées par l'écrivain makhzénien tunisien Mohamed AL-HACHAICHI (1853-1912), réunies sous le titre initial d'*Al-Hadiya* et publiées par BELHAJ YAHYA, renseignent sur les civilités ainsi que sur l'histoire, les lieux et les métiers des habitants de la Régence, le long de quelques siècles passés et du début du XX^e siècle.

Avec un style simple, pédagogique voire journalistique où la profonde connaissance n'exclut pas l'usage de certains vocables du dialecte tunisien, l'auteur dresse un tableau psychosociologique des us et coutumes du pays. Il en résulte une description minutieuse des rituels locaux depuis la naissance jusqu'à la mort en passant par les méthodes d'apprentissage et d'éducation familiale et scolaire, les vêtements en usage, les fêtes, les caractères et les moeurs.

Les spécificités de la Tunisie apparaissent encore mieux avec les modes de travail, les corporations et les transactions quotidiennes. Concernant les lieux de culte, l'histoire des mosquées de la capitale se conjugue avec l'ethnographie des principales *Zawaiya* et *Tariqa* ainsi que des méthodes de *Dhikr* et de *Ziyara*.

Font suite une nomenclature des métiers occultes ou marginaux et une liste des prix ainsi qu'une analyse des manières d'habiter, de la hiérarchie urbaine et de la distinction sociale notamment au sein des *Chorfa*. Monnaie et cachets sont relevés avec un

esprit de précision et de curiosité assez rare chez les auteurs de l'époque. Il confirme le savoir anthropologique d'AL HACHAICHI déjà connu par sa fameuse *Rihla* intitulée Voyage au pays des Senoussia (Paris : Challamel, 1903).

Les souks de la médina, les rapports sociaux et commerciaux chez les musulmans ainsi que chez les juifs s'accompagnent enfin d'un bref aperçu sur la géographie de la Tunisie, qui sert de base à une analyse de la relation milieu naturel et modes de vie.

Bref, l'on est en présence d'un tableau social d'une grande richesse qui éclaire d'un jour nouveau l'histoire contemporaine de la Tunisie en l'exhumant de son orientation officielle et macro-historique jusque là dominante et en la situant dans le contexte d'une autre histoire, celle des mentalités.

KASSIR Samir. - La Guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional. - Paris : Karthala, CERMOC, 1994. - 512 p.



L'enchaînement de la violence, les rebondissements incessants du conflit et la profusion des protagonistes dans des systèmes d'alliances mouvants constituent les principales sources d'interrogations et fournissent les plus dangereux écueils à l'entendement du drame libanais.

Dans une large mesure, la recherche de Samir KASSIR enjambe ces obstacles en s'en tenant rigoureusement à une démarche historique qui, centrée sur l'évènement et sur les acteurs "en acte", appréhende le conflit dans sa globalité. En effet, une histoire de la guerre du Liban ne se justifie que si l'unité de son objet est par ailleurs démontrée, autrement dit dès qu'aux yeux de l'historien le cycle des violences politiques revêt une cohérence, un sens faisant de la chaîne des événements autre chose que la simple juxtaposition de conflits partiels.

Par conséquent, le souci de l'auteur est de mettre en lumière le passage de la "conflictualité potentielle" à la "conflictualité en acte", c'est-à-dire de nous éclairer sur la nature des mécanismes du déroulement de la guerre plutôt que de se concentrer sur ses causes. Ainsi s'explique l'attention qu'il porte à la chronologie, tout en évitant "le piège de la linéarité évènementielle". Samir KASSIR s'attache aux significations des événements dans leur déploiement immédiat et privilégie l'étude des acteurs sur celle des facteurs, les premiers ayant "l'avantage de matérialiser par un changement tangible la variation des enjeux".

ments dans leur déploiement immédiat et privilégie l'étude des acteurs sur celle des facteurs, les premiers ayant "l'avantage de matérialiser par un changement tangible la variation des enjeux".

Dans l'attente de la suite (annoncée) de cette recherche qui couvre la guerre jusqu'à l'année 1982, l'intérêt de l'ouvrage tient notamment aux analyses de l'intrication des dynamiques internes et régionales. On appréciera leur prise de distance avec l'idée fort répandue que la guerre du Liban a été la translation d'un ou de plusieurs conflits régionaux, et avec le travers inverse qui consiste à percevoir toute la guerre à travers des tensions internes énoncées en terme de "communautés".

KRAIEM Abdelmajid et JELLAB Hédi. - Al-haraka al-islahiyya bi al-bilâd al-tunisiyya bayna 1815 wa 1920 (Le mouvement réformiste en Tunisie : 1815-1920). - Tunis : Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National, 1994, 226 p.



Contemporain de la *Nahda*, initiée en Orient par *Jamal al-dine al-Afghâni*, *Muhammad Abduh* et *Rachîd Ridâ*, le mouvement réformiste a marqué la Tunisie dès les années trente de ce siècle. Ce mouvement, qui a duré une centaine d'années environ, a traversé deux étapes séparées par l'avènement du Protectorat français. A la veille de 1881, les réformistes tunisiens s'employaient, dans une perspective islamique, à attirer l'attention sur les dangers qui menaçaient leur pays en proie aux difficultés économiques et à la pression des puissances étrangères. La crise tunisienne remonte, selon les historiens, à la mort de Hammouda Pacha (1813), et se manifeste par un recul de la production agricole dû à la sécheresse entre 1815 et 1818, aux famines et épidémies dans les campagnes et aux luttes pour le pouvoir au sein de la dynastie Hussaynite.

C'est dans ce contexte marqué par l'occupation de l'Algérie en 1830, qu'Ahmed Bey (1837-1855) instigateur d'une politique d'indépendance, lance les premières tentatives de réformisme : création de l'École militaire du Bardo en 1840, de projets industriels, d'une banque d'Etat, réforme de l'éducation zaïtounienne, abolition de l'esclavage en 1846, etc.

Durant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, c'est Khaïreddine, dépositaire d'un programme inscrit dans son ouvrage publié en 1867, qui tente d'inscrire une série de réformes des pouvoirs politique, administratif, judiciaire et fiscal. Outre l'intérêt accordé à l'urbanisme de la ville de Tunis, ce réformiste crée le collège Sadiki en janvier 1875 qui dispense un enseignement de matières telles que les mathématiques, les sciences naturelles, l'histoire, la géographie, la chimie, etc.

Sous le Protectorat, le mouvement réformiste tente de soulever des questions d'ordre politique touchant aussi bien à la situation de la langue arabe qu'à la main-mise des autorités coloniales sur les biens religieux (*habous*). L'échec de cette orientation incite les réformistes à susciter des débats pour la réalisation d'une renaissance intellectuelle et religieuse en accord avec les idées de Muhammad 'Abduh. A partir de 1886, les nouveaux adeptes, diplômés du Collège Sadiki et des universités françaises, renforcent le réformisme par la création de journaux et d'instituts comme la *khaliduniyya*.

Cet ouvrage est illustré par les textes et documents ayant fait l'objet d'une exposition organisée en 1991 par l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National autour du thème du réformisme en Tunisie.

MEKIDECHE Abdelkader. - Regards sur l'école et la vie. - Alger : ENAG Editions, 1993. - 447 p.

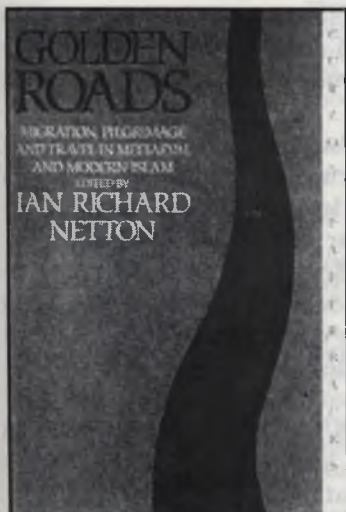


Ces regards sont ceux que porte sur l'Algérie coloniale, entre les années 1920 et 1962, puis sur l'Algérie des douze premières années de l'indépendance, un homme à la fois humble et exceptionnel : l'un des rares instituteurs indigènes de l'école française devenu l'un des premiers cadres de l'école algérienne. Rédigé à partir de centaines de pages de notes prises par A. MEKIDECHE dès 1930, alors qu'agé de dix sept ans, il était élève boursier au cours complémentaire de Bejaïa, *Regards sur l'Ecole et la Vie* est en effet un témoignage autobiographique qui révèle le parcours exemplaire d'un enfant de Jijel, voué, comme ses aïeux, à la fonction d'imam et taleb coranique et devenu instituteur normalien de l'école française laïque ; un récit de vie qui constitue une source précieuse pour l'étude de la politique scolaire de la France en Algérie, ou celle du lancement, à la fois chaotique et enthousiaste de l'école algérienne, privée de cadres et de locaux mais tenue d'honorer les promesses de l'Algérie indépendante quant à la scolarisation de tous les enfants du pays.

Deux longues parties, *écolier indigène* et *instituteur indigène* content la vie quotidienne mais aussi l'évolution intellectuelle et politique d'un algérien né en 1913 qui découvre petit à petit, au rythme de ses rencontres et de ses déplacements, sa propre culture, son pays et plusieurs visages de la France. L'écolier citadin, ébloui par l'oeuvre civilisatrice de la "Mère patrie", rencontre, une fois instituteur, la misère et

l'abandon du bled. L'indigène arabophone de Jijel se voit révélé à dix-sept ans qu'il est d'origine kabyle et que l'Algérie est ethniquement plurielle. Le maître d'école qui a refusé, enfant, de poursuivre ses études à la *zaouïa*, fief selon lui de l'obscurantisme, verra sa foi laïque ébranlée par la redécouverte du Coran et les *traitements* qu'il subit pendant la guerre, lui l'instituteur normalien convaincu des *intentions* bienveillantes de la France. Le thème de l'acculturation revient souvent dans ces pages comme l'envers déroutant et douloureux de "l'oeuvre civilisatrice". La troisième et dernière partie se veut avant tout un hommage à "l'Algérie des moniteurs", ces hommes et ces femmes dotés d'un niveau scolaire minimum, arrachés à leurs métiers ou à leur *claustration* pour devenir les instituteurs de l'Algérie libre alors que l'instituteur était promu inspecteur scolaire.

NETTON Ian Richard. - Golden Roads, Migration, Pilgrimage and Travel in Mediaeval and Modern Islam. - Richmond : Curzon Press, 1993. - 193 p. + Index.



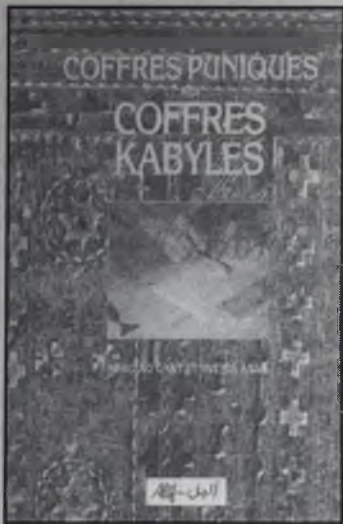
Le voyage, la recherche du savoir et la quête spirituelle ne peuvent être dissociés en Islam. Ils participent d'une même problématique de la connaissance, inhérente au message prophétique. Ils se prêtent néanmoins à l'expression d'une diversité de points de vue, ainsi qu'en témoignent les textes réunis par I.R. NETTON sur les expériences fondamentales de la migration (*hijra*), du pèlerinage (*hajj*) et du voyage (*rihla*). Les différentes contributions, comme le souligne leur éditeur, trouvent l'un de leurs principaux communs dénominateurs dans "le développement d'un ordre social islamique cosmopolite".

Les pèlerinages et les voyages ont influé sur l'organisation sociale et politique tant aux débuts de l'Islam (A.M NASR) que dans les périodes ultérieures. L'importance de la *hijra* au regard de la diffusion du wahabisme en Arabie saoudite est à cet égard révélateur (R. WEBSTER). La défaite de IBN AL-ZUBAYR lors de "la seconde guerre civile" a contribué à l'émergence du *hajj* comme instance de rassemblement des musulmans des différentes sectes et écoles (G.R HAWTING). A travers le *hajj* et les voyages, les Andalous ont maintenu des liens avec le Machreq, tandis que leur éloignement a permis la constitution de l'Andalousie en centre de pouvoir indépendant et pôle culturel (Dominique URVOY).

Le récit de voyage (*rihla*) ne se prête pas à l'analyse comme histoire "vraie" des événements relatés (C.F. BECKINGHAM). Il constitue un genre littéraire et une manière de parler du voyage. Dans sa *Rihlat Ibn Fattouma*, Negib Mahfouz propose une parodie de la *rihla* de Ibn Battouta afin de s'interroger sur l'Etat et la société (R.EL ENANY, F. MOUSSA-MAHMOUD).

La comparaison de la migration forcée des "détenus arabes" de Calvi à la fin du dix neuvième siècle avec les récits de voyage et de pèlerinage montre que certains voyages hors le *dar el islam* et qui ne rentrent pas dans des catégories de pensées habituelles peuvent s'avérer "inclassables" et "impossibles à symboliser" dans des récits (F.COLONNA).

GAST Marceau, ASSIE Yvette. - Des coffres puniques aux coffres kabyles. - Tunis : Alif, 1994, 251 p. + inventaire et index.



Derrière chaque objet d'art artisanal peut se cacher une revanche contre l'oubli, une revendication culturelle, voire une identité que l'on entend défendre contre les contraintes nouvelles du monde contemporain, standardisé et mécanique. Dans "ce mouvement de proclamation des identités régionales, qu'il soit à soubassement politique ou culturel", les coffres kabyles ne constituent pas une exception. La collection de photos de deux cents coffres recensés entre les années 1961 et 1966 en Algérie, principalement, se présente comme l'empreinte d'un "art collectif, anonyme, expression d'une culture et d'une époque".

C'est en relevant les similitudes de techniques de fabrication et de décors entre les coffres kabyles et ceux de l'antique Carthage que Marceau GAST et Yvette ASSIÉ entendent donner une place chronologique à cet art géométrique, "mode d'expression fondamentale de la culture berbère", qui fut longtemps considéré comme étant anhistorique.

Sans prétendre à l'exhaustivité, cet inventaire précis de nombreux coffrages et stèles funéraires en bois constitue déjà une première ébauche qui servira de matière aux études, d'ordre ethnographique mais aussi sociologique, intéressées par le sens des symboles et la valeur sociale des ornements et décors. Mais au-delà de la création d'un corpus de décors artisanaux, c'est désormais "un métier et un art rémunérateur

qui aurait besoin d'être mieux connu" alors que l'on assiste au Maghreb à un retour à un mode de vie, à une esthétique locale avec des accommodements et des innovations diverses qui ne demandent qu'à être valorisés en conjuguant la création artistique à la culture et non plus cette dernière à la politique.

ZARRAD Tahar. - Le développement agro-alimentaire de la Tunisie en question. - Tunis : Cérés éditions, 1994, 188 p.



Les accords du GATT signés à Marrakech en avril dernier sont perçus par les observateurs comme "la naissance d'un nouvel ordre international de la production et du commerce" qui devrait aboutir à la libéralisation complète des échanges, notamment ceux des produits agricoles et alimentaires inscrits pour la première fois dans ces négociations. Face à cette situation nouvelle, il était opportun de faire le point sur la situation du secteur agro-alimentaire en Tunisie afin d'avoir une vision réaliste de ses capacités à relever les défis qui l'attendent.

Le bilan que propose Tahar ZARRAD est original à plus d'un titre. Basé sur des données accessibles à tous, il fait le point sur les choix en termes de politiques agricoles par sous-secteur et surtout il englobe dans son analyse les industries agro-alimentaires dont les insuffisances se répercutent directement sur la production agricole.

La question qui sous-tend tout le livre est de savoir si le potentiel et la capacité de production agro-alimentaire de la Tunisie sont exploités, au début des années 90, dans des conditions satisfaisantes et si les Plans successifs de développement ont atteint leurs objectifs en matière de promotion des secteurs agricole et agro-industriel.

Le diagnostic de la situation des différents sous-secteurs est établi par référence à l'environnement national et à la place de l'agriculture dans les stratégies de développement retenues successivement, ainsi qu'aux nouvelles données de l'environnement international en pleine mutation. Globalement les résultats sont insuffisants, comme en témoigne le décalage croissant entre la demande en produits d'origine agricole et le niveau des productions. Cette situation est imputable à un manque de connaissance du fonctionnement et des modes de régulation des différents systèmes de production et à un déficit d'articulation entre la production agricole et l'agro-industrie. C'est aussi le résultat de la place accordée à l'agriculture dans les stratégies de développement, qui ont donné la priorité à l'industrie manufacturière et aux services. Le retard ainsi accumulé par le secteur agricole en termes d'investissements et d'équipement ne peut alors être rattrapé que par un effort national faisant de l'agriculture la base du développement économique et social.